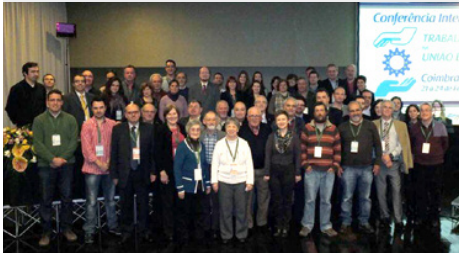


APERÇU

■ Série de séminaires sur la stratégie « Europe 2020 »



Fin du deuxième cycle portant sur le thème « La pauvreté des travailleurs » ; perspectives sur le troisième cycle ayant pour thème « Le paquet emploi de l'UE » *Page 2*

■ Projet spécial EZA sur les « Balkans occidentaux »

Clôture du premier cycle de séminaires ; création de six alliances pour la formation ; perspectives sur la poursuite du projet au deuxième semestre *Page 3*

■ Clôture de la coordination de projets EZA portant sur la crise de la dette



Rapport d'experts proposant des approches de solutions à court et long terme ; publication des résultats et recommandations de mesures au cours du printemps *Page 4*

■ Fonds social européen (FSE)

Projet d'EZA prévu sur le FSE et le réseau *Page 4*

EDITORIAL



Chers amis,

En temps de crise, il doit être permis de se demander dans quelle mesure la compréhension pour les autres cultures est présente dans les décisions politiques importantes. Chacun devrait savoir que la diversité en Europe va de pair avec des identités culturelles qui se sont construites au cours de siècles. Ces identités se reflètent à leur tour dans des structures politiques nationales qui se sont aussi développées au fil du temps. Dans ces temps de crise, le dilemme de la politique nationale est de concilier sa propre identité et la pression européenne et d'expliquer de manière crédible au citoyen, son propre électeur, la

nécessité du projet commun EUROPE.

« Le jour des élections est le jour des règlements de compte », et le citoyen règle, comme dans le cas de l'Italie en février 2013, en exprimant une méfiance provocatrice due à une mauvaise compréhension et à un manque d'orientation. La tâche première des acteurs politiques est de pallier à ce déficit au sein de l'Europe, si ce n'est avant la lutte contre la crise de l'euro (il nous reste trop peu de temps) du moins parallèlement à elle afin de ne pas nuire au précieux axe politique fédérateur de paix qu'est « l'identité et la démocratie ». Une mesure positive dans ces domaines serait d'instaurer dans les pays déficitaires des structures économiques et d'une vaste portée qui soient à caractère social, afin de rendre ces pays plus compétitifs, créer les emplois nécessaires et remédier à la situation insupportable des jeunes chômeurs – une mesure à la fois indispensable et urgente. C'est pourquoi notre première préoccupation porte aujourd'hui sur les travailleurs chypriotes.

*Roswitha Gottbehüt,
Secrétaire générale*

Séminaire EZA sur la formation professionnelle en Europe

Une solide formation professionnelle qui soit moderne, transparente et ouverte sur l'Europe est indispensable pour les jeunes. Et ce, non seulement dans des temps où le chômage des jeunes est élevé.

Il faut cependant agir vite. Tel était l'enseignement tiré du séminaire EZA qui s'est tenu du 28 février au 2 mars 2013 à Berlin sur le thème « Le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration d'une bonne formation professionnelle qui s'inscrit dans la lutte contre le chômage des jeunes et la création d'emplois durables en Europe ».

Environ 70 représentantes et représentants syndicaux de 19 différents pays se sont rencontrés pour discuter ensemble et examiner les exemples illustrant la mise en œuvre d'accords bilatéraux ainsi

que les méthodes et exigences à respecter pour assurer une formation professionnelle d'avenir. Ils ont d'autre part analysé comment en Europe combattre le chômage des jeunes par la formation professionnelle et créer des emplois durables.

Les systèmes d'éducation appliqués depuis de nombreuses années avec succès en Autriche et en Allemagne et basés sur une formation en alternance étaient ici le point de mire, de même que les accords bilatéraux cités ci-dessus qui existent entre le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Slovaquie, la Lettonie et l'Allemagne.

Les participants ont demandé à EZA de continuer à traiter de cette question.

Ce thème ayant multiples aspects, nous renvoyons aux [conclusions](#) de la rencontre.

Contribuer à la création de bons emplois dans les secteurs environnement, information, communication et soins à la personne

Il est prévu de réduire de 20 millions minimum le nombre des personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. Tel est l'objectif ambitieux déclarée par la Commission européenne dans le cadre de sa stratégie « Europe 2020 ». La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est pour les organisations syndicales aussi un thème majeur qui joue un rôle important dans le dialogue social. Pendant l'année de formation 2012/2013, dix organisations membres d'EZA issues de huit pays ont travaillé sur ce thème au sein de onze projets. Les participantes et participants des séminaires traitaient chaque fois des aspects très différents. Ils thématisaient la stratégie « Europe 2020 » en elle-même mais examinaient aussi les interactions entre la crise financière et la pauvreté. Dans la lutte contre la pauvreté, les questions portaient sur ses perspectives et ses possibilités ainsi que sur le rôle de ses acteurs. Tous les projets prenaient également en considération la situation des travailleurs qui sont pauvres malgré leur travail. En collaboration avec HIVA, le « Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving » de l'université catholique de Louvain en Belgique, il a été élaboré dans le cadre d'un projet de recherche un exposé qui a été présenté dans les séminaires traitant de ce thème. Intitulé « La pauvreté des travailleurs en Europe : un défi pour les organisations syndicales », cet exposé comporte des chiffres et des faits concrets sur la pauvreté et les risques de pauvreté des travailleurs, apporte un nouvel élan et donne des idées d'action pour les organisations syndicales. Les séminaires ont montré qu'instaurer à l'échelle européenne un salaire minimum était aussi important que sortir des emplois précaires qui augmentent le risque de pauvreté et ont un effet déstabilisant sur les emplois à durée indéterminée et à temps plein. Force a été à plusieurs reprises de constater que la crise financière non seulement augmente le risque de pauvreté mais a des répercussions négatives sur l'emploi. La concurrence sur un marché grandissant des emplois à bas salaire ne cesse de s'intensifier. Le problème est souvent la faible présence des syndicats dans ce segment. La stratégie future qui s'impose est de



Exposé de Stan De Spiegelaere de HIVA présenté lors du séminaire de lancement organisé en avril 2012 à Varsovie par Solidarność sur le thème « Stratégie Europe 2020 et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des travailleurs : Qui en sont les gagnants et les perdants ? ».

rechercher une coopération plus étroite avec d'autres organisations de la société civile.

Cette année de formation aussi, le programme d'action d'EZA accordera encore une fois une place privilégiée à un autre thème de la stratégie « Europe 2020 ». Sous le titre « Stratégie 'Europe 2020' et le paquet emploi de l'UE : les syndicats participent à une création d'emplois plus nombreux et de bonne qualité », il est de nouveau prévu de préparer un exposé ainsi qu'un rapport d'experts en collaboration avec HIVA. Ces documents accompagneront cinq projets prioritaires que réalisent des partenaires d'EZA venant de l'Allemagne, de l'Italie, de la Lettonie, du Portugal et de l'Espagne. Un des objectifs du paquet emploi de l'UE est de favoriser les emplois en économie verte, en technologie de l'information et de la communication ainsi qu'en services de santé et de soins de longue durée et il se pose du point de vue des salariés la question de savoir comment assurer dans ces segments des emplois qui puissent contribuer à lutter contre la pauvreté et représenter pour les salariés un travail décent. Il faudra de plus clarifier le rôle que les organisations syndicales ont à remplir dans ce processus.

En présentant ce paquet emploi, la Commission européenne souligne le

potentiel d'emplois offert par ces trois secteurs d'avenir qui connaissent une forte croissance. Pour les organisations syndicales, le vrai défi est ici de contribuer à la création dans ces secteurs d'emplois de bonne qualité. Et ce, particulièrement dans un domaine où, de par la nature des emplois, les organisations syndicales ont souvent du mal à prendre pied, comme c'est le cas dans le secteur des soins à la personne qui sont souvent assurés par de petites et micro-entreprises. Il s'agit aussi de rester réaliste et de garder en vue que la création d'emplois dans le secteur de l'environnement peut signifier une réduction d'emplois dans d'autres secteurs. C'est aussi ce type de mutations qui rend nécessaire l'intervention des organisations syndicales dans le dialogue social. Des recommandations d'experts développant une approche européenne doivent être à même de renforcer l'action des organisations syndicales au sein du dialogue social.

Aider les organisations syndicales à se préparer au dialogue social sur les Balkans



La confédération syndicale Podkrepa a organisé un des groupes de travail du projet spécial sur les Balkans. Podium [de gauche à droite] : Oleg Chulev (directeur exécutif de la Confédération syndicale PODKREPA), Alfred Gajdosik (vice-président confédéral de la FCG et membre du comité directeur de la ÖGB), Vesselin Mitov (secrétaire international de la Confédération syndicale PODKREPA), Pierre-Jean Coulon (secrétaire confédéral de la CFTC)

Renforcer les organisations syndicales pour les préparer au dialogue social, tel est l'objectif que s'est fixé EZA en créant ce **projet extraordinaire** actuellement en cours. Depuis novembre 2011, des organisations des États membres de l'UE collaborent à cet effet avec des partenaires de la Croatie, de l'Ex-République yougoslave de Macédoine, de Monténégro et de la Serbie. EZA recourt ainsi à un procédé qui avait déjà montré de bons résultats durant la phase de pré-adhésion des pays d'Europe centrale et orientale entre 2004 et 2007.

Le point a d'abord été fait sur les relations existantes entre les membres d'EZA et les organisations syndicales des Balkans, puis les partenaires se sont mis d'accord sur les sujets et les questions d'organisation des formations. Les thèmes en question répondaient en priorité aux besoins des partenaires de la région des Balkans. Il a été créé six alliances pour la formation réunissant chacune deux à quatre organisations partenaires. Celles-ci reprennent les actions des partenaires sociaux sous divers aspects en traitant entre autres la précarisation des emplois, l'organisation du dialogue social, la transmission des connaissances sur le mode opérationnel et fonctionnel du dialogue social en Europe en vue d'une adhésion future des pays candidats et les défis de la

législation du travail et de la législation sociale. Les organisations se sont également penchées sur le rôle que les syndicats eux-mêmes ont à jouer face à leurs propres membres, en qualité de partenaires sociaux et au sein de la société. Il s'est ici avéré qu'en vue du dialogue social, les organisations syndicales des Balkans ont de multiples défis à relever. Bien que les structures du dialogue social y soient présentes, les arrangements et accords conclus sont rarement suivis par des mesures contraignantes ; et ce, en premier lieu parce les autres partenaires sociaux ne tiennent pas compte des compétences, positions et opinions des organisations syndicales. Il est peu souvent tiré parti du pluralisme syndical qui existe dans la région pour le mettre au service des droits et des intérêts des travailleurs. La collaboration entre les syndicats et autres acteurs de la société civile s'avère aussi difficile. De plus, les organisations patronales ne sont pas assez fortes pour permettre un dialogue social efficace. La place du dialogue social comme élément indispensable du processus d'adhésion est incontestée. Les expériences de l'UE montrent aussi l'importance qu'il revêt dans la gestion des crises et dans le développement de la société, de la politique et de l'économie européennes. Il est donc d'autant plus néces-

saire pour les organisations syndicales de la région des Balkans de redéfinir le rôle qu'elles comptent jouer au regard d'une future adhésion à l'UE et de s'impliquer activement et de manière à la fois critique et constructive dans le processus d'adhésion ; ceci représentant, vu l'énorme ampleur des tâches, une charge de travail en plus.

Ce projet extraordinaire continue dans cette année de formation. Il est prévu de poursuivre et de développer les alliances pour la formation. Les rencontres qui ont eu lieu jusqu'ici ont permis d'identifier les thèmes prioritaires, de familiariser les organisations partenaires de la région des Balkans avec le réseau EZA et de faire mieux comprendre la perspective européenne. C'est également l'objectif fixé par la conférence sur la coopération syndicale en Europe (KGZE) qui s'est tenue à Vienne en Autriche. Il y a été question du développement du dialogue social dans les Balkans. Cette conférence a examiné par ailleurs comment l'échange des expériences entre l'Ouest et l'Est organisé par EZA a renforcé le dialogue social dans la phase de pré-adhésion des anciens États de l'Est.

C'est avant tout dans la politique salariale et sociale des Balkans que les défis à relever sont énormes. Les organisations syndicales doivent assumer dans la politique de l'emploi leur part de responsabilité et lutter pour un travail décent, durable et bien payé. Il leur faut en particulier s'investir en faveur de meilleures perspectives d'emploi pour les jeunes. La lutte contre la pauvreté est également pour les syndicats un champ d'action à différents niveaux, de même que la lutte contre la corruption. Il tient lieu d'assurer à longue échéance que l'intégration dans l'UE profite aussi aux travailleurs et personnes défavorisées.

Le projet spécial d'EZA ne répondra pas à toutes les questions mais apportera sans aucun doute de nombreuses idées et suggestions pour une défense efficace des droits et intérêts des travailleurs dans la région des Balkans ; il permettra aussi de créer des réseaux qui accompagneront durablement le processus d'élargissement de l'UE dans la région.

Clôture de la coordination de projets 2012/2013 sur la crise de la dette

Montrer des moyens de sortir de la crise de la dette était un objectif premier de la coordination de projets d'EZA qui s'est achevée avec la rencontre du 15 au 17 février 2013 à Madrid du groupe de travail international analysant les questions des « Répercussions de la dette publique sur les travailleurs européens ». Outre le groupe de travail organisé par CST et USO auquel participaient pour la première fois tous les centres membres espagnols, la « plateforme internationale pour la coopération et la migration » (IPCM) ainsi que l'« Union des centres de recherche du bassin méditerranéen » (UCEM), la coordination de projets comprenait les séminaires suivants : le séminaire d'experts organisé en janvier 2012 par HIVA sur le thème « La politique sociale européenne face à la crise financière : l'argent, l'éthique et l'avenir de l'Europe », la 24^e conférence sur la coopération syndicale en Europe (KGZE) organisée en juin 2012 par ÖZA en collaboration avec KOK et KAP sur le thème « L'Europe dans la crise de la dette : quel est l'impact des dettes publiques sur les systèmes de protection sociale et le marché de l'emploi ? » Comment de nouveaux « régimes fiscaux » peuvent-ils redonner des marges de manœuvre politiques ? ainsi que le séminaire de la KAP



Podium lors de la rencontre du groupe de travail clôturant la série de séminaires sur la crise de la dette qui s'est tenue à Madrid en février 2013 (de gauche à droite) : José Luis Fernández Santillana (secrétaire confédéral chargé des relations institutionnelles et de la communication du syndicat Unión Sindical Obrera USO), Bartho Pronk (président d'EZA), Rafael Rodríguez Ponga (président de Fundación Humanismo y Democracia H+D)

qui a eu lieu en octobre 2012 sur le thème « Répercussions de la dette publique sur la sécurité sociale et le marché de l'emploi ». En raison de la situation qui ne cesse d'empirer depuis 2008 sur les marchés de l'emploi et aux vues des dettes publiques en hausse dans de nombreux États européens, la lutte contre les conséquences sociales de la crise était une priorité des organisations membres d'EZA. En complément de la coordination de projets, il a été rédigé un rapport d'experts qui propose des solutions d'approches pour le court et long terme et thématise les aspects éthiques mais aussi les problèmes structurels de l'Union monétaire ; ce rapport examine de manière critique et sous l'angle de vue des organisations syndi-

cales le pacte budgétaire et les réformes jusqu'ici mises en œuvre pour venir à bout de la crise économique et de la dette. En même temps, il reprend les résultats principaux de la coordination comme la réforme des systèmes européens fiscaux, bancaires et financiers, le renforcement de l'intégration européenne par des réformes institutionnelles et la création d'emplois de qualité. Les conclusions et recommandations de mesures destinées aux organisations membres d'EZA seront publiées fin avril dans le cadre du bilan de la coordination de projets.

Michael Schwarz ■

Élaborer une politique sociale avec les aides européennes

Dans de nombreux États de l'UE, le Fonds social européen (FSE) est un instrument clé pour l'élaboration de la politique salariale, sociale et de l'emploi. Les partenaires sociaux y recourent fréquemment à cette fin. Actuellement, des processus d'évaluation sont en cours dans toute l'Europe pour permettre la mise en pratique des enseignements qui en seront tirés dans la prochaine période de soutien 2014 -2020. Il semblerait pour le moment que le nouveau ESF connaîtrait d'importants changements dans ses structures, ses contenus et ses possibilités. C'est pourquoi lors de la prochaine année de formation, EZA voudrait proposer un projet qui permettra d'échanger et d'évaluer du point de vue des organisations syndicales les expériences faites lors de l'application des mesures du FSE. Il s'agira ici d'examiner à la fois la préparation des pro-

jets FSE et la collaboration avec les participants mais aussi la mise en œuvre et le suivi. Il est prévu en particulier de créer un réseau permettant aux anciens participants de projets FSE d'échanger leurs idées et leurs expériences dans la nouvelle période de financement. De plus, il est à faire des propositions sur la manière de favoriser la réalisation des objectifs qui sont importants pour toutes les organisations syndicales, sous les conditions spécifiques que rencontrent le FSE dans les différents pays. Un autre aspect à analyser sera le rôle des partenaires sociaux dans l'aménagement du FSE à l'échelle européenne et nationale. La définition des objectifs à poursuivre, la formulation concrète des mesures, les aspects juridiques et la nature des évaluations et de leur transmission feront également partie des points à traiter.

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Roswitha Gottbehüt (responsable),
Matthias Homey, Norbert Klein,
Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen
Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée
avec l'aide financière de
l'Union européenne.